

Passage de l'économie informelle vers l'économie formelle

Transition from the informal economy to the formal economy

EL GHMARI Imad

Doctorant

Faculté des Sciences juridiques, économique et sociale – Souissi

Université Mohamed V. Rabat

Laboratoire de recherche en management des organisations, droit des affaires et
développement durable

Maroc

Imad.elghmari@um5r.ac.ma

EL GHMARI Omar

Doctorant

Faculté des Sciences juridiques, économique et sociale – Fès

Université Sidi Mohamed Ben Abdellah Fès

Laboratoire interdisciplinaire de recherche en économie, finance et management des
organisations

Maroc

Omarelghmari4@gmail.com

LAREJ Issmail

Doctorant

Faculté des Sciences juridiques, économique et sociale – Fès

Université Sidi Mohamed Ben Abdellah Fès

Laboratoire études et recherche en management des organisations et des territoires

Maroc

Ismael.larej@gmail.com

Date de soumission : 04/01/2022

Date d'acceptation : 19/02/2022

Pour citer cet article :

EL GHMARI I. et al. (2022) «Passage de l'économie informelle vers l'économie formelle», Revue Internationale du Chercheur «Volume 3 : Numéro 1» pp : 141 - 152

Résumé

Cet article retrace une série de politiques qui reconnaissent l'importance de l'économie informelle, la restreignent et la réglementent si nécessaire, dans le but principal d'augmenter la productivité et d'améliorer les conditions de travail de ceux qui y travaillent, facilitant ainsi la transition vers l'économie informelle. Il convient de souligner que la raison fondamentale de l'existence de l'économie informelle est l'incapacité de créer suffisamment d'opportunités d'emploi formel pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail et offrir des opportunités d'emploi à ceux qui sont pris dans l'économie informelle. L'objectif est d'intégrer les activités informelles dans l'économie formelle en pleine croissance, offrant ainsi un travail décent, une productivité accrue et une croissance économique, et pour mieux cerner notre recherche nous allons subdiviser notre tâche selon trois points, un premier traitant les actions entreprise par le Maroc à l'égard de l'économie informelle et puis dans un deuxième, nous allons mettre en lumière l'apport de l'économie sociale et solidaire pour l'économie informelle et finalement nous allons s'interrogé sur le rôle qui peut jouer la sécurité sociale en tant qu'outil favorisant le passage vers le formel.

Mots clés : économie informelle ; secteur informel ; sécurité sociale ; passage ; économie sociale et solidaire.

Abstract

This article traces a series of policies that recognize the importance of the informal economy, restrict and regulate it where necessary, with the main aim of increasing productivity and improving the working conditions of those who work there, facilitating thus the transition to the informal economy. It should be stressed that the fundamental reason for the existence of the informal economy is the inability to create enough formal employment opportunities to absorb new entrants into the labor market and provide employment opportunities for those who are caught in the informal economy. The objective is to integrate informal activities into the growing formal economy, thereby providing decent work, increased productivity and economic growth, and to better define our research we are going to subdivide our task according to three points, a first dealing with the actions undertaken by Morocco with regard to the informal economy and then in a second, we are going to highlight the contribution of social and solidarity economy for the informal economy and finally we will wonder about the role that can play social security as a tool promoting the transition to the formal.

Keywords: informal economy; informal sector; social security; passage; social and solidarity economy.

Introduction

Alors que la transition vers l'économie formelle est l'objectif souhaité, il existe un désaccord sur ce que signifie « formalisation » et sur les moyens d'y parvenir. Certains avancent qu'il s'agit de renforcer la capacité et les moyens des institutions qui ont toujours eu la capacité de base de corriger l'emploi salarié dans le secteur formel. La formalisation est parfois strictement suivie d'un enregistrement et de sanctions punitives en cas de non-respect de la loi. Cette approche peut être contre-productive car elle ne prend pas en compte les nombreuses voies de formalisation. D'autres soutiennent que les réformes doivent aller plus loin, en repensant ou en adaptant les cadres politiques, les outils et les cultures de plaidoyer existants pour les adapter aux conditions spécifiques de l'économie informelle. Compte tenu de la contribution économique de l'économie informelle, il est généralement admis que des politiques devraient être élaborées qui reconnaissent l'importance de l'économie informelle et, le cas échéant, limitent et réglementent l'économie informelle, dans le but principal d'accroître la productivité et d'améliorer les conditions de travail dans l'économie informelle, d'une façon à faciliter le passage à la formalité.

Le défi pour les décideurs est de trouver le juste équilibre entre les mesures qui encouragent l'économie formelle et celles qui découragent de rester dans l'économie informelle. D'où la formulation de notre problématique en la question principale suivante :

« Quelles sont les actions entreprises par les autorités afin de faciliter le passage d'une économie informelle vers une économie formelle ? »

À partir de cette problématique centrale, nous déclinons un certain nombre de questionnements auxquels nous tenterons de répondre tout au long de notre article :

- Quelles sont les actions favorisant le passage d'une économie informel vers une économie formelle ?
- L'introduction de l'économie sociale et solidaire au sein du tissu économique du pays et ses effets sur l'économie informelle ?
- Comment se servir de la sécurité sociale comme outil favorisant la transition vers la formalité ?

Afin de mieux cerner notre recherche et de donner une certaine logique à notre étude, nous allons subdiviser notre tâche selon trois points, un premier traitant les actions entreprise par le Maroc à l'égard de l'économie informelle et puis dans un deuxième, nous allons mettre en

lumière l'apport de l'économie sociale et solidaire pour l'économie informelle et finalement nous allons s'interrogé sur le rôle qui peut jouer la sécurité sociale en tant qu'outil favorisant le passage vers le formel.

1. Actions entreprises par les autorités publiques à l'égard de l'économie informelle

Le concept de "secteur informel" a été controversé depuis son apparition dans le rapport bien connu de l'OIT¹ sur le Kenya en 1972, et les termes utilisés, ses origines et ses fonctions ont été discutés. Dans les premières années de son existence, le secteur informel était considéré comme un secteur nocif, un secteur qui violait les normes administratives et financières et devait être éliminé rapidement.

1.1 Action environnementale : entreprise durable

Bien que la plupart des emplois soient fournis par des entreprises du secteur privé, dans les pays en développement, bon nombre de ces entreprises font partie de l'économie informelle ; elles sont souvent incapables d'accéder au soutien et aux services dont elles ont besoin sans adhérer aux cadres juridiques et réglementaires. Leurs rentabilités et leurs viabilités sont affectées, tout comme la qualité des emplois qu'elles procurent. En outre, l'informalité est souvent associée à une faible productivité. Par conséquent, l'objectif primordial des politiques visant à créer un environnement propice aux entreprises durables est d'accroître la productivité grâce à l'accès au financement, au développement des compétences, aux infrastructures et aux marchés, et à certains transferts de technologie.

Les personnes travaillant dans l'économie informelle ont souvent un sens aigu des affaires et font preuve de créativité, de dynamisme et d'innovation qui prospèrent si certains obstacles sont supprimés. De nombreuses réussites montrent que les micros et petites entreprises de l'économie informelle peuvent bénéficier de services d'information, de formation et de soutien aux entreprises, ainsi que de l'expansion des infrastructures matérielles et immatérielles - logement et drainage, assurance, crédit abordable et autres services financiers (CNUCED, 2013).

Sur la base des discussions sur les entreprises durables lors de la conférence de 2007, l'OIT a développé un outil d'évaluation pour créer un environnement propice aux entreprises durables, qui est utilisé pour fournir des conseils pour améliorer le monde des affaires et est utilisé dans la plupart des régions. L'OIT a également conçu un certain nombre d'outils pour

¹ Organisation internationale de travail

renforcer les capacités des PME, tels que Doing Business Better (GERME), Improving Small Business Workplaces (ATP), Improving Your Workplace and Business (I-WEB) et Safe Home Work Improvement (WISH) pour les travailleurs à domicile et les petites et micro-entreprises. Au Cambodge, ces outils, qui fournissent des mesures pratiques, peu coûteuses et participatives, ont aidé les petites et micro-entreprises à augmenter considérablement leur productivité grâce à des lieux de travail plus sains et plus sûrs.

Un environnement politique et juridique favorable favorise l'entrepreneuriat en réduisant le coût de démarrage et d'exploitation d'une entreprise, notamment grâce à des procédures simplifiées de déclaration et d'octroi de licences, à une réglementation appropriée et à une fiscalité raisonnable et équitable. Elle renforce également les avantages de la légalisation : accès facilité aux clients professionnels, conditions de crédit plus favorables, protection juridique, respect des contrats, accès à la technologie, subventions, marchés des changes, marchés locaux et internationaux. En outre, de telles politiques peuvent entraver le transfert d'activités de l'économie formelle vers l'économie informelle.

1.2 Action financière

Ceux qui opèrent dans le secteur informel ont un accès limité au capital et donc moins d'opportunités pour développer leur entreprise et augmenter leur productivité. Le manque de sécurité les écarte souvent des établissements de crédit, et ils se tournent alors vers les usuriers, les retraités ou les institutions de microfinance pour un financement d'urgence. Il y a plusieurs raisons à ce phénomène. Les agences de financement formelles ne peuvent pas traiter directement avec les travailleurs domestiques et les microentreprises en raison de la très petite taille de leur entreprise, de l'absence de statut juridique, des coûts de transaction élevés, des informations limitées sur les clients, du manque d'antécédents de crédit formels et du faible niveau de services financiers requis. C'est la raison pour laquelle, plusieurs pays développés et même en voie de développement ont favorisé et incité sur l'inclusion bancaire de ce secteur, ceci en adoptant de nouvelles réglementations obligeant les banques et les compagnies d'assurances à fournir leurs services à l'économie informelle.

L'un des messages clés de l'OIT dans ce domaine est de promouvoir une approche équilibrée qui tienne compte des besoins de productivité et de protection des opérateurs du secteur informel. En termes de productivité, les microentreprises ont principalement besoin de prêts pour augmenter leurs revenus et créer des emplois, tandis qu'en termes de protection des travailleurs du secteur informel, l'épargne, les prêts d'urgence et les assurances sont nécessaires

pour faire face aux chocs et aux risques. À cet égard, le Fonds pour l'innovation en micro-assurance de l'OIT offre des bourses d'innovation et de recherche et des financements pour des projets de renforcement des capacités dans une trentaine de pays, encourageant de meilleurs produits d'assurance pour les ménages à faible revenu.

Une approche novatrice pour favoriser la formalisation consiste à utiliser les institutions de microfinancement, les prêts, dépôts et autres contrats de service de microfinance contiennent des éléments de l'économie formelle, sans être aussi complexes que les services bancaires courants. En outre, pour prospérer, les institutions de microfinance incitent leurs clients à se développer et à passer d'activités de subsistance à la microentreprise en bonne et due forme, puis de la microentreprise à la petite et moyenne entreprise.

1.3 Action ancrée sur les ressources humaines au sein du secteur informel

Le déficit de compétences est le plus important dans l'économie informelle. L'informel est inversement proportionnel au niveau d'instruction et atteint le niveau le plus bas parmi les travailleurs hautement qualifiés qui bénéficient plus que les autres travailleurs des avantages d'un emploi stable et de l'économie formelle. Dans de nombreux pays en développement, le faible niveau d'éducation et de compétences des travailleurs de l'économie informelle crée un cercle vicieux de faible productivité, de faibles revenus et d'investissements limités dans les compétences. Il est donc impératif pour les travailleurs de l'économie informelle d'améliorer leurs compétences afin d'accéder à des emplois productifs et bien rémunérés (OIT, Genève, 2008).

Le développement des compétences permet d'améliorer la productivité, les revenus, la qualité des produits, de réduire les déchets, de promouvoir l'innovation, d'améliorer les conditions de travail, d'améliorer les niveaux d'alphabétisation, d'améliorer la puissance de calcul et d'améliorer les négociations dans l'économie informelle. Il a un impact positif direct sur les entrepreneurs et les travailleurs. Renforcer les compétences en communication et le pouvoir de négociation. En outre, le développement des compétences au niveau national réduit les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs prioritaires ou à forte croissance, stimule l'investissement direct étranger, améliore la compétitivité mondiale, favorise l'innovation et la croissance économique et permet une transition productive. Les programmes de qualification doivent être accessibles, flexibles, pratiques et adaptés aux différents profils et niveaux d'études des stagiaires qui forment généralement des groupes hétérogènes défavorisés à bien des égards. La formation dispensée doit répondre à la demande et donner aux travailleurs pauvres, qui

survivent souvent peu, accès à des opportunités d'emploi et de travail indépendant plus productifs. La méthodologie intégrée de formation aux compétences économiques rurales développée par l'OIT saisit les opportunités des contraintes économiques et de compétences régionales et conçoit et propose une formation communautaire (ou une formation existante) pour développer les compétences dans les zones rurales pauvres. L'emploi (accessible) et la fourniture de services post-formation.

Un autre facteur en faveur de l'informel est le décalage entre les cursus proposés par les établissements d'enseignement et de formation d'une part et les types de qualifications requises sur le marché du travail d'autre part, à savoir les taux de chômage élevés, le sous-emploi, l'emploi informel et les jeunes personnes qui ne trouvent pas de travail décent dans l'économie formelle. De nombreux établissements de formation formels manquent de flexibilité et d'accessibilité pour répondre aux divers besoins des travailleurs de l'économie informelle. Pour répondre au besoin de compétences techniques.

L'Inde élabore actuellement des mesures de certification, reliant les systèmes de formation à l'industrie, aux services et à l'agriculture. Dans de nombreux pays en développement, en particulier en Afrique, les programmes d'apprentissage informel sont une source prometteuse de compétences pour l'économie informelle. La question du potentiel de transfert de compétences des travailleurs dans l'économie informelle est également importante pour la transition vers le formel, car elle améliore l'employabilité et l'accès à un travail plus productif dans l'économie formelle. Les qualifications acquises grâce à l'expérience dans l'économie informelle, la formation en cours d'emploi ou l'apprentissage ne sont généralement pas reconnues par le marché du travail formel ou les institutions de formation. Par conséquent, il est nécessaire d'évaluer les qualifications et les compétences que les travailleurs ont acquises, de délivrer des certificats, de les vérifier et de mettre en place des systèmes et des mécanismes pour assurer leur sensibilisation.

2. L'économie sociale et solidaire et l'économie informelle

Les responsables locaux jouent sans aucun doute un rôle politique important, mais la question est de savoir comment renforcer les capacités de développement local et exploiter l'expérience à plus grande échelle. La valorisation des agents locaux ou informels dans les dynamiques de développement nécessite une redéfinition du rôle de l'État, et non le désengagement de l'État. Non seulement nous devons agir au-delà du niveau local, mais nous devons également fournir

aux acteurs locaux les outils et les compétences nécessaires pour faire face aux défis qui peuvent constituer une menace sérieuse au niveau mondial.

Au niveau local, l'adaptabilité peut dépendre de divers facteurs d'infrastructure. Le cadre institutionnel dans lequel la coordination a lieu (en particulier le degré de décentralisation), l'influence politique, les réseaux de parenté et les capacités. Les gouvernements locaux peuvent agir de différentes manières pour faciliter la transition. Soutenir les initiatives de gestion communautaire, renforcer les mécanismes de dialogue social, faciliter l'accès au marché, accroître les investissements étrangers et les achats locaux, renforcer les chaînes de valeur, faciliter les stratégies de développement des infrastructures à forte intensité d'emploi, simplifier les processus d'enregistrement des entreprises et les réglementations partenariats privés.

Le développement d'une économie sociale et solidaire est une voie prometteuse pour faciliter la transition vers la forme au niveau local. Différents types de coopératives et d'organisations économiques de solidarité sociale jouent un rôle important, en particulier dans le développement rural. À cet égard, l'OIT déclare : "S'il existe des restrictions importantes à la capacité des opérateurs et des travailleurs du secteur informel à adhérer aux organisations d'employeurs et aux syndicats, ou à former leurs propres organisations, la structure organisationnelle la plus efficace par les membres est peut-être les coopératives. Organisation en coopérative peut également être considérée comme une étape vers la formalisation » (OIT, 2002). Les coopératives se sont révélées être une étape importante vers le formalisme. Ses membres peuvent démarrer leurs activités en tant qu'unités informelles et devenir des unités opérationnelles. Étant donné que le capital requis pour l'enregistrement est minime, les coopératives offrent une voie accessible à l'approbation légale par le biais de l'enregistrement. En outre, il fournit la base de l'accès à la prise de risque, au crédit et à d'autres services en améliorant l'efficacité économique et la sécurité. À long terme, l'économie sociale et solidaire offre une voie complémentaire de développement et réussit à concilier les obligations de faisabilité économique, de justice sociale, d'équilibre écologique, de stabilité politique, de résolution des conflits et d'égalité des sexes. Vous pouvez adopter une approche qui le rend possible de manière cohérente.

3. La sécurité sociale : outil de transition vers la formalité

L'absence de sécurité sociale est souvent un résultat informel et direct, et les stratégies d'expansion de la sécurité sociale jouent un rôle important dans la transition vers le formel. Il est de plus en plus évident que l'élargissement de la couverture de la sécurité sociale grâce à un

accès accru aux soins de santé et à l'éducation contribue à l'amélioration de la nutrition et de la santé, à l'emploi productif et au développement économique et social. Cela montre s'il joue un rôle important dans sa promotion. Dans le même temps, les procédures à accomplir pour revendiquer des intérêts sociaux, telles que l'enregistrement des ménages et des individus auprès des institutions publiques, sont peut-être la première étape vers la formalisation et la réalisation des libertés, des droits économiques et sociaux des citoyens.

Les stratégies d'expansion peuvent être utilisées pour inclure un groupe plus large de travailleurs dans le système de sécurité sociale contributif, y compris les travailleurs indépendants, les travailleurs domestiques, les travailleurs agricoles et les employés des petites et micro-entreprises. Cependant, l'hétérogénéité des conditions de vie de ces populations doit être prise en compte afin d'adapter au mieux le périmètre de service, les mécanismes de financement et les modalités de gestion à chaque situation. En outre, il est important de créer des incitations pour que les travailleurs concernés adhèrent aux systèmes formels par le biais de règles et de procédures flexibles et de mécanismes de financement appropriés. En cas de chômage, les travailleurs et leurs familles peuvent tomber dans l'économie informelle en offrant une variété de prestations telles que les allocations de chômage, les allocations d'invalidité, les allocations familiales, le soutien du revenu et d'autres prestations en espèces et de santé. Avec un accès garanti à la protection sociale de la santé, la perte de revenus et la perte d'accès aux soins de santé ne correspondent pas.

Conclusion

En conclusion, et en réponse à notre première question importante, nous soutenons que l'économie informelle continue d'être un catalyseur pour le développement d'une économie sous-développée, malgré son caractère nocif, rebelle et destructeur. Ainsi, ce secteur s'impose comme le secteur de survie pour la majorité de la population, est un défi devant les autorités étatiques. La lutte contre ce drame doit être menée dans un esprit d'intégration par divers moyens et incitations (finances, comptabilité, finances, droit, institutions). Les efforts d'intégration de l'économie informelle ces dernières années sont indéniables, mais il reste encore beaucoup à faire car les secteurs qui échappent à tout contrôle et action peuvent refléter des résultats surprenants.

De telles politiques doivent prendre en compte la diversité de chaque contexte national et des catégories de travailleurs et d'entreprises que l'on trouve généralement dans l'économie informelle, tout en veillant à ne pas réduire à néant les perspectives d'entrepreneuriat et les



moyens de subsistance, étant donné que l'économie informelle absorbe des travailleurs et unités économiques qui, sinon, seraient sans travail ou source de revenus, en particulier dans les pays en développement. Les nouveaux moyens d'action au niveau national, ainsi que l'égalité des sexes en tant que question transversale pour les femmes, parmi les quatre objectifs stratégiques que sont l'emploi, la protection sociale, le dialogue social et les principes et droits fondamentaux au travail, contribueront à améliorer la cohérence. Il prend également en compte des modèles de travail informel très différents et des aspects de leur secteur, contribuant à garantir que toutes les politiques se concentrent sur la qualité de l'emploi en tant que moteur du développement économique. La transition vers le formel augmente l'efficacité économique et le bien-être, contribuant ainsi à la productivité, à la croissance et au développement durable.

BIBLIOGRAPHIE

AMMOR et Mohammed F. (2001), le secteur informel, Rapport du social, In B.E.S.M., Ed.Okad, Rabat, pp.59-82.

BIT, (2001), « Secteur de la protection sociale, accroître l'étendue et l'efficacité de la protection sociale pour tous dans le cadre de la stratégie de travail décent du BIT », pp. 15.

BIT, (Genève, 2002), Travail décent et économie informelle, Rapport VI, Conférence internationale du Travail, 90e session.

BIT, (Genève, 2008), Améliorer les aptitudes professionnelles pour stimuler la productivité, la croissance de l'emploi et le développement, Rapport V, Conférence internationale du Travail, 97e session

BIT, (2014), « La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle », Conférence internationale du Travail 103^e session, pp. 50-92.

CNUCED, (2013), Addressing key economic issues to advance sustainable development: Ideas for actions, Deuxième rapport du Groupe d'experts, pp. 17.

Imad EL GHMARI, Mustapha OUKASSI, Omar EL GHMARI, (2021), « L'apport du secteur informel pour l'économie », International Journal of Economic Studies and Management (IJESM), volume 1 : numéro 3, pp. 269-278.

LAILA Abouloula, (2005), « la sécurité sociale et le secteur informel », thèse pour l'obtention du doctorat en droit privé, université Mohammed V Agdal

Michel B., Revue Tiers- Monde (145), 1996, « Dispositifs d'appui et financement de la petite entreprise », p. 135-151.

Moubé (septembre 2015), « Des principes de responsabilité et de solidarité pour un accès financier équitable aux soins de santé : Le cas des travailleurs de l'informel urbain du Cameroun en situation de vulnérabilité », Thèse présentée à la Faculté des arts et des sciences en vue de l'obtention du grade de Doctorat Ph.D en Sciences humaines appliquées option Bioéthique, PP. 367.

ROUGGANI K., BOUTHIR Y., (2014), « Secteur informel – économie informelle : Quelle contribution pour le développement de l'économie marocaine ? », revue économie & Kapital N°6, pp. 1-14.



Werner H., (avril 2008), « Développement des compétences des acteurs de l'économie informelle en Afrique du Sud », Skills Development Research Series Book, pp. 1-6.